

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République dans "Le Courrier de l'Unesco" du 20 mai 1989, notamment sur le mouvement d'idées précurseur de la Révolution française, sur les valeurs universelles qui fondent la solidarité humaine et sur une esthétique des rapports dans la cité.

QUESTION.- En amont des bouleversements institutionnels de 1789, il y a eu en France (en liaison avec le reste de l'Europe et l'Amérique du Nord) un immense mouvement d'idées, une révolution intellectuelle, éthique, juridique, esthétique, qui ont frayé la voie du changement politique. La culture profane n'acquiert-elle pas, ici, un statut déterminant comme principe moteur de l'Histoire ? Ne serait-il pas juste de considérer qu'elle joue un rôle aussi important sinon plus que l'économie comme facteur de mouvement (ou d'inertie) dans l'évolution de l'humanité ?

- LE PRÉSIDENT.- La Révolution française n'est, vous avez raison de le rappeler, pas tombée du ciel. Elle fut le prolongement, dans l'ordre politique, d'une profonde modification des façons de penser, de sentir et de faire. Il y eut en effet, tout au long du XVIII^{ème} siècle et dans l'Europe entière, un vaste mouvement des idées et des hommes - songez aux voyages et aux débats des philosophes, des savants, des artistes - qui changea peu à peu le regard que la société portait sur elle-même. L'ordre social et politique n'était plus perçu comme un effet immuable de la volonté divine mais comme un équilibre à la fois relatif (la découverte du "nouveau monde", les voyages avaient fait connaître d'autres sociétés organisées différemment) et perfectible (la victoire des Insurgés américains en fournissait l'exemple). Il en résultait pour beaucoup une nouvelle délimitation entre le religieux - affaire de conviction personnelle, domaine de la liberté de conscience - et le profane dont devait relever le gouvernement des hommes. Cette émergence de la culture profane dont vous parlez, n'était d'ailleurs pas, en soi, ennemie de la foi, - l'une des grandes figures de la Révolution fut l'Abbé Grégoire, prêtre, fidèle à sa foi et à son ministère, et républicain - mais affirmation des droits et de la responsabilité des hommes ici bas.\

` Suite sur la culture profane et les mouvements d'idées précédant la Révolution `

- L'évolution des sciences y eut sa part. Les progrès de l'observation et de l'expérimentation rendaient le monde - des secrets de la nature aux rapports des hommes entre eux - de plus en plus accessible au savoir, à l'analyse rationnelle. Comment alors ne pas songer à rebâtir autrement, avec plus de raison, de justice, de liberté ? Fichte, philosophe allemand sympathisant de la Révolution, y voyait une preuve de la supériorité de l'homme sur le castor qui reconstruit toujours à l'identique ou sur l'abeille qui dispose immuablement les alvéoles de sa ruche. Les idées nouvelles qui se répandaient à l'époque relayées par les salons, les gazettes, les cafés, eurent donc une influence déterminante. Elles ne fournirent pas seulement les armes de la critique mais, dans une société verrouillée par les privilèges héréditaires et l'absolutisme, légitimèrent en quelque sorte par avance le passage à l'acte. Non qu'il y eût toute prête, à portée de main, une théorie de la révolution qu'il eût suffi, le jour venu, de mettre en application.

Beaucoup s'est au contraire inventé en marchant, sous la pression des circonstances. Mais on avait comme une boussole dont les droits de l'homme constituèrent l'armature. Pourtant, durant la même période, d'autres tentatives furent défaits, bien que les aspirations des révolutionnaires genevois, bataves ou brabançons, des jacobins italiens ou des patriotes hongrois, des républicains de Mayence, des insurgés irlandais ou des résistants polonais ne fussent guère différentes de celles des Français. Car les idées seules ne font pas l'histoire. Il y faut la rencontre de conditions économiques, sociales, politiques propices au changement. Et toujours la volonté - individuelle et collective des hommes. Eux seuls sont en définitive le vrai moteur de l'histoire.\

QUESTION.- On a de plus en plus tendance à "localiser" la culture, voire à la "nationaliser" (on dit culture française, allemande, chinoise, égyptienne). N'y a-t-il pas là un double danger : celui de favoriser les cloisonnements entre cultures et celui de centrer chacune de ces cultures sur elle-même, de l'inciter à se tourner vers le passé plutôt que vers le futur ? Il y a, certes, une multiplicité de patries culturelles, dont chacune, liée à une langue et à une histoire particulière, est porteuse d'une combinaison spécifique de ressources créatrices. Certaines sont plus dynamiques, plus agressives que d'autres et il faut que toutes puissent s'épanouir librement. Mais comment faire pour les protéger sans les asphyxier ?

- LE PRESIDENT.- Je ne dirais pas, comme vous, que la tendance générale soit à enclorre de plus en plus la culture dans des frontières locales ou nationales. D'abord parce que toute l'histoire de l'humanité est celle, souvent violente, parfois pacifique, d'une mise en relation croissante des cultures humaines. De nos jours, les moyens modernes de communication multiplient les passerelles, décuplent les influences, contractent le temps. La question est de savoir s'il en résultera, pour nos différentes cultures, un enrichissement propre et un dialogue plus fécond. Ou bien de nouveaux écartèlements, de nouvelles inégalités entre ceux qui maîtriseront les moyens de diffusion mondiale et les autres, ceux qui auront le pouvoir d'accéder au champ perpétuellement mouvant de la connaissance et les autres. C'est là un paradoxe des temps modernes : nous savons que la richesse du monde tient aussi à la diversité de ses cultures, à la variété des sensibilités et des savoir-faire & nous disposons de moyens fantastiques de mieux nous connaître, de mieux communiquer. Et voilà que, si l'on n'y prend garde, ces outils de coopération ne seront qu'instruments de domination. Et, sous la houlette économique ou politique des cultures les plus agressives, risque de prévaloir une ruineuse uniformisation. Alors que faire ? Ni renoncer à soi, ni se replier sur soi. Ensuite, bien se convaincre de l'importance des enjeux : il n'y aura pas de développement économique durable, de progrès social, de démocratie solide, de paix pour le monde, sans épanouissement de cultures assurées d'elles-mêmes et capables de s'enrichir mutuellement. Enfin, rechercher des solidarités culturelles respectueuses de l'identité de chacun, coopérer sans arrogance ni humilité excessive dans les domaines prioritaires que sont l'éducation, la science, la culture, ces clefs d'un destin librement choisi. C'est en ce sens que la France se bat, avec d'autres, pour que vive l'Europe de la culture, pour que s'affirment les liens de la francophonie, pour que soit prise en compte la dimension culturelle de l'aide au développement. A une échelle plus vaste, c'est la raison d'être de l'Unesco et l'ambition de la décennie du développement culturel lancée en 1988. Car, plus encore qu'en 1945, ces trois objectifs sont indissociables : former, chercher, créer ensemble. Pour finir, je dirais que je ne crois pas au dilemme entre le passé et le présent mais à la force des sociétés qui savent se servir de leur passé pour se projeter dans l'avenir. Le projet de reconstruire, sous l'égide de l'Unesco, une nouvelle et vaste bibliothèque à Alexandrie, c'est cela : d'un même mouvement, renouer avec un passé prestigieux et préparer l'avenir en créant, à cette extrémité de la Méditerranée, des conditions modernes d'accès au savoir.\

QUESTION.- Peut-on parler d'un territoire où toutes ces patries culturelles se touchent, où elles forment un espace de valeurs universelles ? Pourrait-on aller jusqu'à dire qu'avant le Siècle des Lumières cet espace était sans repère intellectuellement saisissable, qu'il cheminait souterrainement à travers les grandes oeuvres littéraires et artistiques de partout, qu'il se donnait à sentir mais non à penser - et qu'à partir de 1789, il trouve enfin un lieu philosophique dans le concept d'un Homme universel, délesté de tous ses ancrages ethniques, confessionnels, sociaux ?

- LE PRESIDENT - Je suis tenté de vous répondre par une histoire : en 1827 Goethe découvre

LE PRÉSIDENT. Je suis tenté de vous répondre par une histoire. En 1927, Goethe découvre avec ravissement, en lisant un roman chinois, des thèmes proches de ceux dont il a fait la trame de son épopée, Hermann et Dorothee. Il constate avec enthousiasme que des lieux existent - des livres en l'occurrence - où l'humanité peut avoir raison de son morcellement. Et en tire un programme en forme de concept, la Weltliteratur (littérature du monde), capable de transcender les frontières historiques et les particularismes culturels. C'était sa réponse à votre question sur un possible espace de valeurs universelles. Pour les révolutionnaires de 1789, la chose ne fait pas de doute : le message qu'ils formulent s'adresse à la planète entière, les droits de l'homme et du citoyen sont proclamés universels. Ce fut dit avec une force qui résonne encore à nos oreilles et l'essentiel était, pour la première fois, de le dire ainsi. On sait que, dans la pratique, il en alla un peu différemment. Que la liberté, armée en guerre, finit par prendre en Europe - comme le dira Jaurès - la forme et les mœurs de la conquête. Que pour les femmes, les noirs, les pauvres, l'égalité ne fut pas tout à fait égale. Mais si la Révolution française ne fut pas toujours conforme à ses principes, c'est encore au nom de son idéal qu'on luttera au XIXème et au XXème siècles, dans un contexte où les questions nationales et sociales prennent de plus en plus d'importance. Bien des peuples d'Europe et d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique en feront à leur tour leur étendard contre les prétentions dominatrices de l'Occident. Et lorsqu'en 1948, au lendemain d'une guerre mondiale dévastatrice, s'impose la nécessité de redire avec force le droit des hommes, c'est encore de celle de 1789 que s'inspire la déclaration universelle mise au point à l'ONU. On la complète alors de l'énoncé de droits économiques et sociaux que plus d'un siècle de luttes ouvrières avait revendiqués. Ce faisant, d'ailleurs, on ne s'en tient pas à l'homme universel délesté de ses ancrages sociaux dont vous parlez mais on s'attache au contraire à le saisir dans l'épaisseur de sa situation concrète, au travail comme dans la société.\

Pour en revenir à votre question, je crois qu'il faut distinguer les gestes politiquement fondateurs - 1789, la déclaration des droits de l'homme - du cheminement complexe qui, en particulier dans l'histoire des idées, y conduit. D'abord parce que le renversement de perspective qui a rendu possible la Révolution est une lente gestation qui commence très en amont du XVIIIème siècle, à l'humanisme de la Renaissance, à l'introduction de l'esprit de comparaison qui ébranle l'autorité de la révélation religieuse, à la physique de Galilée qui annonce les Encyclopédistes, aux guerres de religion dont le souvenir inspire le droit de tolérance, à Montesquieu et la Bruyère qui affirment la relativité des croyances et des mœurs. Ensuite parce que, tout au long du XVIIIème siècle, coexistent des sensibilités différentes, les unes plus universalistes, les autres plus relativistes, dont on retrouve l'écho dans les débats modernes sur la critique de l'ethnocentrisme, qui prétend ériger en valeurs universelles dominantes les contenus particuliers d'une culture, et sur les limites du droit à la différence. Tout cela pour dire qu'il n'est pas si simple de cerner ce lieu philosophique que vous évoquez. Que la prise en compte de nouveaux déterminismes - économiques, sociaux, psychologiques - a à chaque fois reposé la question de ce qu'il y a d'universel en l'homme. Mais plus concrètement, peut-on agir si toutes les valeurs sont relatives (à un lieu, un temps, une culture donnés) et par là-même s'annulent ? Si le racisme n'est qu'une idée parmi d'autres, l'apartheid le problème des seuls Sud Africains ? Peut-on postuler autre chose qu'un minimum de valeurs universelles pour porter, au-delà de son clocher, ne serait-ce qu'un jugement et fonder la solidarité entre les hommes ? La liberté, l'égalité, la fraternité sont des valeurs qui ont bien résisté à l'usure du temps et se sont, sous toutes les latitudes, suffisamment acclimatées pour qu'on ait continué à se mettre en mouvement pour elles. Comme rien n'est, dans ce domaine, jamais définitivement acquis, il reste, du réel à l'idéal, bien du chemin à parcourir. Je conclurai par la sage définition que donne, dans son dernier ouvrage, Tzvetan Todorov : "l'universel, c'est l'horizon d'entente de deux particuliers". Ce dialogue, ajoutez-il, est peut-être inaccessible mais c'est le seul postulat qui vaille.\

QUESTION.- Politique et culture : peut-on attendre des politiques, des hommes d'Etat surtout, une esthétique des rapports dans la cité, du lien entre l'homme et la nature, des solidarités essentielles à l'échelle de l'humanité tout entière ? Cette esthétique peut-elle s'inspirer de l'idéal formulé par Goethe il y a des siècles, selon lequel chaque homme se doit d'agir comme si le sens de son action pouvait être érigé en principe universel ?

- LE PRESIDENT.- Kant, me semble-t-il, formule en termes semblables, dans les Fondements de la métaphysique des mœurs, son impératif catégorique. Il en tire d'ailleurs trois lois morales : agis comme si la maxime de ton action devait être érigée en loi universelle de la nature, agis de telle sorte que tu traites l'humanité toujours comme une fin et jamais comme un moyen, agis comme si ta maxime devait servir de loi universelle pour tous les êtres raisonnables. Je ne verrais pour ma part que des avantages à ce que les responsables politiques s'inspirent de ces règles de conduite, élaborées par un philosophe qui suivit de très près les événements de 1789 !\`

` Suite sur politique et culture `

- Une esthétique des rapports dans la cité ? Il n'appartient pas aux hommes d'Etat de dire le beau. Mais il est de leur responsabilité de favoriser ce qui fait le lien entre les hommes, renforce le sentiment d'une communauté de destin. L'art y contribue qui ménage aussi la part du rêve, cette denrée de première nécessité. Ici une perspective soulignée, rendant la ville plus lisible à ses usagers £ là un nouveau musée, dévoilant à tous ses trésors £ ailleurs un monument restauré, restituant à la nation un moment de son histoire £ ailleurs encore une moderne bibliothèque de lecture publique, belle et utile. Equiper, orner, signifier, cela peut se faire ensemble. Tant de villes, de par le monde, portent les stigmates de formes d'urbanisation dégradantes, laides d'afficher leur mépris de l'homme. D'autres choix sont possibles qui traduisent la volonté de mieux vivre les uns avec les autres et le refus du laisser-faire, du jeu désordonné des seuls intérêts particuliers, des conformismes paresseux. Du lien entre l'homme et la nature, je ne prétendrais pas qu'il soit le même pour tous, du citadin de Buenos Aires au paysan de Casamance, du parisien de souche au pêcheur de la Baltique. Certains se colletent durement avec la terre ou l'eau jour après jour, d'autres y puisent à l'occasion du repos. Et pourtant, les risques d'épuisement de certaines ressources naturelles nous concernent tous, la destruction irrémédiable de l'atmosphère n'épargnera personne, les mers polluées par imprudence ont un coût pour la collectivité. L'homme a adossé son développement à la maîtrise de la nature. Il peut se perdre d'oublier, en la saccageant, ce qu'il lui doit. Ceux qui la travaillent savent combien une terre malmenée ne livre pas longtemps ses richesses. Et le citadin lui-même sent bien qu'en ménageant entre les pierres l'espace d'un jardin ou d'un parc, on fait plus qu'embellir la ville, on affirme aussi la continuité d'une civilisation, on marque que le génie de l'homme s'inscrit dans le respect de certains équilibres. Ces quelques exemples pour vous dire que, oui, les hommes politiques, et tous les citoyens avec eux, ont la responsabilité d'être plus attentifs aux solidarités essentielles des hommes entre eux et avec leur milieu, de préserver les équilibres vitaux non seulement pour leurs sociétés respectives mais pour l'avenir du monde. Souvenez-vous, lorsque l'Unesco s'est mobilisée pour sauver Borobudur, Venise ou le Mont-St-Michel, elle l'a fait parce que ce patrimoine-là est une partie de la mémoire du monde, son commun héritage. Ce qui vaut pour le passé vaut plus encore pour l'avenir. Dans le monde d'aujourd'hui, nul ne fera son salut contre les autres. L'interdépendance croissante des économies et des cultures oblige à la solidarité.\`

QUESTION.- L'institution politique doit favoriser l'éclosion et la circulation culturelles les plus libres. Mais la création culturelle n'a-t-elle pas besoin de toujours déjouer les plans du politique, de le surprendre, d'aller au-delà de ses intentions même les plus louables, d'explorer des pistes contre-institutionnelles ?

- LE PRESIDENT.- Tout à fait. La liberté de créer est un peu le baromètre de toutes les libertés. Une société qui la restreint fait en général peu de cas des citoyens. Là où l'on n'est libre ni de ses mouvements, ni de ses mots, la création s'étiole même si des oeuvres courageuses voient le jour, condamnées à une diffusion restreinte. Il y a face à l'art, une responsabilité du pouvoir politique qui est celle que vous dites : créer des conditions propices à la création, à la diffusion. J'y ajouterai une dimension éducative en direction des jeunes ou de publics peu familiers. Car on apprend aussi à aimer. Et l'obligation, parfois, de faire en sorte que la loi du marché ne règne pas sans partage, de prendre, si nécessaire, des mesures de protection pour défendre, contre des cultures trop envahissantes, tout simplement la liberté de créer. L'exemple de la production audiovisuelle à l'heure de la multiplication des chaînes et des satellites montre qu'on ne saurait y

faire trop attention. Au-delà commence, avec l'intervention directive sur les contenus, l'abus de pouvoir. Il y eut, dans l'histoire, de trop nombreux et désolants exemples où l'on tenta de promouvoir un art officiel exaltant les vertus "positives" de tel ou tel régime. Un des apports importants des Lumières fut l'instauration d'un débat esthétique public. On y exprima bien des points de vue dont certains nous font sourire comme celui de Diderot qui recommandait le portrait historique, genre révolutionnaire par excellence car fixant les regards du public sur les grands défenseurs de ses droits.. Mais aucune conception étroitement utilitaire de l'art ne s'imposa heureusement. Vagabonde et libertaire, telle est l'essence de la création. Cela n'irrite que ceux que la liberté effraye.\

QUESTION.- A quoi rêvez-vous, personnellement, en matière de projet culturel ? Qu'aimeriez-vous pouvoir réaliser avec vos pairs dans le reste du monde, d'ici la fin du millénaire ? Y a-t-il un Eurêka concevable sur le plan culturel et à l'échelle du monde ?

- LE PRESIDENT.- Suis-je vraiment tenu de vous révéler mes rêves ? I. J'évoquerai quand même, pour mon pays, un projet qui me tient à coeur : la grande bibliothèque de France, dont j'ai annoncé le lancement l'été dernier, le jour de notre fête nationale. Le livre et le patrimoine écrit sont au coeur de notre civilisation. La France avait, durant mon premier mandat, beaucoup développé et modernisé son réseau de bibliothèques. Mais notre Bibliothèque nationale, trop à l'étroit dans ses locaux anciens, ne peut, malgré les efforts faits, ni mettre suffisamment en valeur son prestigieux patrimoine ni accueillir tous ceux qui souhaitent y avoir accès et viennent parfois de fort loin à l'étranger. De là est née l'idée de construire ailleurs une très grande bibliothèque, de conception radicalement nouvelle, couvrant le vaste champ de la connaissance, utilisant les technologies les plus modernes de transmission de données, s'intéressant également aux documents visuels et sonores de la culture d'aujourd'hui, partie prenante à terme - avec d'autres bibliothèques françaises et étrangères - d'un grand réseau. Je compte en suivre attentivement la mise en oeuvre. Il faut que le bâtiment soit beau et le cadre, pourquoi pas, propice à la méditation, que tout concoure à célébrer le plaisir de la découverte et de l'étude, incite à prendre possession du savoir.\

II. Qu'aimerais-je réaliser avec les autres chefs d'Etat d'ici la fin du millénaire ? Il y a tant à faire pour que le monde devienne moins dur aux plus démunis, moins livré aux destructions rageuses, plus conforme aux droits universels des hommes... Un problème, pourtant, me paraît, pour la survie de l'humanité, d'une importance extrême, angoissante même : c'est la détérioration, certaine, de l'atmosphère. Chacun doit comprendre qu'il ne s'agit pas d'une pollution supplémentaire mais de la possible ruine de toute vie sur la planète. Et là, personne ne doit manquer à l'appel si l'on veut trouver une solution. Les Nations unies y consacrent un programme de recherches tout à fait intéressant. Mais l'heure est aussi à la décision et à l'action. Voilà pourquoi, le 11 mars dernier, à La Haye, 24 pays ont signé un appel réclamant d'urgence la création d'une autorité internationale en matière d'environnement. Comme toujours en pareil cas, les dogmatismes et les égoïsmes, drapés dans le refus d'abandonner au profit d'une instance collective toute parcelle de souveraineté nationale, ralentissent le mouvement. Mais 24 pays, pour commencer, sont résolus à aller de l'avant. D'autres suivront, à mesure qu'ils prendront conscience de ce qui est réellement en jeu. Je souhaite donc - et pour bien avant la fin du millénaire - que la raison des hommes, cette vertu si chère au coeur de ceux de 1789, l'emporte sur les ravages destructeurs du laisser-aller, du laisser-faire.\

III. Vous me parlez d'Eurêka, ce programme de développement technologique européen auquel nous avons, dans le domaine de l'audiovisuel, donné un frère. A l'époque, nous avions le choix : attendre, pour nous lancer, que l'unanimité de nos partenaires soit faite ou démarrer à quelques-uns, décidés à agir, en laissant les portes largement ouvertes à tous ceux qui, en cours de route, nous rejoindraient ? Nous avons préféré la 2ème solution. Peu à peu, les candidatures ont afflué, et pas seulement d'Europe. La coopération culturelle à l'échelle de la planète qui doit beaucoup à l'Unesco peut aussi procéder de la sorte : un projet, un programme, des volontés qui s'unissent, d'autres qui les rejoignent en marchant.\